

Le Gouvernement français prépare maintenant la vaccination obligatoire



[Sources : palace.legal et DejaVu]

[Photo : Vincenzo Izzo / Getty Images]

Tout en le sachant depuis le début, nous refusions d'y croire. Mais c'est maintenant le début de la vaccination obligatoire.

Nous refusions d'y croire, parce que nous parlions de médicaments dont les études cliniques ne sont pas terminées.

Nous refusions d'y croire, parce que la campagne de vaccination des volontaires montrait un aléa important :

- avec le repérage rapide de rares cas de thromboses chez des vaccinés AstraZeneca^[1] ou encore Janssen^[2],
- avec la reconnaissance formelle, il y a une semaine, par l'agence américaine du médicament (FDA), de rares cas de myocardites chez des vaccinés Pfizer/BioNTech et de Moderna^[3].

Nous refusions d'y croire, parce que le 24 novembre 2020, le Président Macron l'avait promis : « *Je ne rendrai pas la vaccination obligatoire* », prétendait le Président de la France.

Et pourtant elle arrive, la vaccination obligatoire, à commencer par les soignants^[4] eux-mêmes, alors que nombre d'entre eux alertent sur l'existence de traitements potentiels contre la Covid-19.

La vaccination obligatoire, c'est en tout cas la volonté manifeste des industriels du vaccin, du Gouvernement, et de parlementaires – volonté qui devra nécessairement se heurter à l'épreuve du droit.

Le Gouvernement français prépare maintenant la vaccination obligatoire.

Voir la pétition après les sources

Sources :

[1]

<https://ansm.sante.fr/actualites/vaccins-covid-19-lansm-publie-les-syntheses-du-comite-dexperts-sur-les-effets-thrombotiques>

[2]

<https://ansm.sante.fr/informations-de-securite/covid-19-vaccine-janssen-lien-entre-le-vaccin-et-la-survenue-de-thromboses-en-association-avec-une-thrombocytopenie>

[3]

<https://www.e-sante.fr/vaccin-pfizer-les-effets-secondaires-retardes-reperes-par-la-fda/diaporama/615225>

[4]

https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/vaccin/vaccination-obligatoire-des-soignants-un-moyen-de-limiter-l-impact-dune-remontee-des-cas-a-lautomne-selon-la-haute-autorite-de-sante_4686275.html

<https://www.nouvelobs.com/vaccination-anti-covid-19/20210701.OBS46021/le-gouvernement-prepare-un-projet-de-loi-pour-rendre-la-vaccination-obligatoire-des-soignants.html>

PÉTITION Transparence vaccins Covid-19

« NOUS, citoyens conscients et informés – ayant déjà vu plusieurs scandales causés par Big Pharma – entendons rappeler quelques principes simples et incontestables, destinés à promouvoir l'intérêt de tous face à la Covid-19.

L'urgence de la lutte contre le coronavirus ne justifie pas toutes les dérogations. La nécessité de relancer la machine économique ne doit pas exposer la population à des effets secondaires indéterminés ou à des bénéfices incertains, lesquels ne peuvent être vérifiés que par la transparence des données.

La tentation des autorités de créer une obligation vaccinale, même par l'intermédiaire d'un passeport vaccinal, ne doit pas l'emporter sur les libertés publiques. Le secret – prétendument des affaires – et l'opacité des décisions prises par des autorités lointaines sont source de

questions légitimes et de vérifications nécessaires.

Face à une balance bénéfices-risques incertaine, pas question d'offrir aux fabricants de vaccins une impunité absolue. La transparence impose un accès direct aux données pour vérifier le bien-fondé des décisions arrêtées. Nos voix s'élèvent pour demander des comptes aux autorités européennes.

Il est nécessaire de donner aux citoyens et aux parlementaires européens l'accès :

- Aux entiers dossiers d'autorisations de mise sur le marché dites AMM (conditionnelles) des vaccins, déposés notamment auprès de l'Agence Européenne du Médicament (EMA) ;
- Aux contrats d'achat des vaccins passés entre la Commission européenne et les principaux fabricants de vaccin ;
- Aux privilèges accordés aux fabricants pour voir leur responsabilité supportée par la collectivité si leurs produits étaient défectueux.

Nous ne sommes pas des cobayes. Avec nos familles, nous sommes les premiers concernés. Nous exigeons que ces éléments soient tous rendus publics. Faute pour la Commission européenne de jouer le jeu de la transparence, nous nous réservons le droit d'engager une action collective en Justice en vue d'obtenir les informations requises.

En tant que citoyens signataires de cette pétition, nous nous réservons également la possibilité d'agir collectivement en justice en vue d'être protégés contre une obligation vaccinale et notamment contre l'instauration d'un "pass sanitaire" conditionnant l'exercice de nos libertés fondamentales à une preuve de vaccination Covid-19. »

Page pour signer la pétition